

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 novembre 2024

PLFFG 2024 - (N° 538)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 92

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 4**ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Enseignement scolaire public du premier degré	0	-73 104 326	0	-84 904 326
Enseignement scolaire public du second degré	0	-123 285 235	0	-126 785 235
Vie de l'élève	-283 703 787	-225 562 015	-283 703 787	-225 562 015
Enseignement privé du premier et du second degrés	-38 442 210	0	-33 000 598	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	-33 536 949	0	-33 536 949	0
Enseignement technique agricole	0	-38 746 842	0	-38 796 111
TOTAUX	-355 682 946	-460 698 418	-350 241 334	-476 047 687
SOLDE		+105 015 472		+125 806 353

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés LFI-NFP proposent de supprimer les annulations de crédits pour l'école publique.

Alors que le budget 2024 pour l'école était austéritaire, que le décret de février leur retirait autoritairement environ 800 millions d'euros, voici que le gouvernement prévoit une nouvelle annulation d'un demi-milliard.

Qu'il s'agisse des salaires des enseignants et des AESH, de l'entretien des bâtiments scolaires, ou des frais indirects auxquels sont exposés les parents, l'école publique manque cruellement de moyens.

Comble du cynisme, le projet de loi prévoit en parallèle le réabondement du financement de l'enseignement privé.

L'avenir de nos enfant n'est pas une marchandise ! Nous nous opposons à un arbitrage à la fois austéritaire et qui est de nature à remettre en cause l'accès égal à l'enseignement au cœur de la promesse républicaine.

Dans le détail, nous demandons la suppression des annulations de crédits de :

-
- 73 104 326€ enAE et 84 904 326€ en CP dont 46 783626€ de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Enseignement scolaire public du premier degré de la mission Enseignement scolaire
 - 123 285 235€ enAE et 126 785 235€ en CP dont 112785 235€ de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Enseignement scolaire public du second degré de la mission Enseignement scolaire
 - 225 562 015 € enAE et 225 562 015 € en CP prévue pour le programme Vie de l'élève de la mission Enseignement scolaire
 - 38 746 842 € enAE et 38 796 111 € en CP dont 21 399260 € de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Enseignement technique agricole de la mission Enseignement scolaire

Cet amendement annule également les augmentations de crédits de :

- 38 442 210 € enAE et 33 000 598 € en CP dont 33 000598 € de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Enseignement privé du premier et du second degrés de la mission Enseignement scolaire

Uniquement à des fins de recevabilité, cet amendement annule les augmentations de crédits de :

- 283 703 787 € enAE et 283 703 787 € en CP dont 283703 787 € de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Vie de l'élève de la mission Enseignement scolaire
- 33 536 949 € enAE et 33 536 949 € en CP dont 33 536949 € de titre 2 en AE et CP prévue pour le programme Soutien de la politique de l'éducation nationale de la mission Enseignement scolaire

Concernant ces deux derniers programmes, nous appelons le gouvernement à lever le gage.